ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 octobre 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur le Conseil de la Communauté culturelle allemande", a donné le 21 novembre 1972 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e oktober 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "voor de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap", heeft de 21e november 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet a essentiellement pour objet l'exécution de l'article 59ter de la Constitution, qui institue un Conseil de la communauté culturelle allemande et dispose que la loi déterminera la composition et la compétence de ce Conseil.

Comme le confirme l'exposé des motifs, le Gouvernement entend donner un caractère provisoire aux dispositions des articles 5 à 7 du projet, relatives à la désignation des membres du Conseil.

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, "la durée de la législature actuelle" à laquelle se réfère l'article 5 ne limite pas seulement la possibilité de recourir à la procédure projetée, mais également la durée du mandat des membres ainsi désignés.

Le Conseil de la communauté culturelle allemande cessera donc de fonctionner si, après l'entrée en vigueur de la loi projetée, une autre loi n'intervient pas avant la fin de la législature pour régler la composition de ce Conseil et la durée du mandat de ses membres.

*

Articles 1er et 2.

Le premier membre de phrase de l'article 1er est inutile, car il reproduit l'alinéa 1er de l'article 59ter de la Constitution.

.../...

Quant à l'article 2, il se borne à reprendre l'énumération qui figure déjà à l'article 5 des lois sur l'emplois des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Les articles 1er et 2 pourraient être remplacés par le texte suivant :

"Chapitre Ier. - Compétence territoriale.

"Article 1er.-

Le Conseil de la communauté culturelle allemande dénommé le Conseil dans la présente loi, est compétent pour la région de langue allemande telle qu'elle est déterminée par l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative".

Article 4.

Le texte, tel qu'il est présenté, pourrait faire croire que les conditions relatives à la résidence et au serment ne s'appliquent qu'aux sénateurs visés au 4°. La rédaction suivante est proposée :

"Lorsqu'ils ne sont pas membres du Conseil, assistent de droit aux séances, avec voix consultative :

1° les membres de la Chambre des Représentants et les sénateurs élus dans l'arrondissement électoral de Verviers, qui sont domiciliés dans une commune de la région de langue allemande et qui ont prêté exclusivement ou en premier lieu le serment constitutionnel en allemand ;

.../...

2° les sénateurs élus par le Conseil provincial de Liège ainsi que les sénateurs élus par le Sénat pour autant qu'ils répondent aux deux conditions prévues au 1°".

Articles 5 et 6.

L'article 5 énonce le principe de la désignation des membres du Conseil par les candidats aux dernières élections législatives et provinciales ainsi que le mode de formation des groupes appelés à faire ces désignations.

Suivant l'exposé des motifs, participent à cette désignation les candidats effectifs ou suppléants soit à la Chambre des Représentants, soit au Sénat, soit au Conseil provincial dans les conditions prévues à cet article.

L'article 6 a pour objet de déterminer le nombre de mandats au Conseil que chaque groupe sera appelé à attribuer.

Il y a lieu de relever qu'en vertu de l'alinéa 3, le président du tribunal devra envoyer copie du procès-verbal des opérations à tous les candidats visés à l'article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

Pour la durée de la législature en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les membres du Conseil sont désignés conformément aux articles 6 et 7, par les groupes formés par l'ensemble des candidats effectifs ou suppléants qui, lors des dernières élections législatives

.../...

et provinciales, ont été présentés sous le même numéro de liste pour la Chambre des Représentants ou pour le Sénat dans l'arrondissement électoral de Verviers, ou pour le Conseil provincial dans les districts de Dison et de Spa .

Article 6.-

Le nombre de mandats au Conseil que chacun des groupes visés à l'article 5 est appelé à attribuer, est déterminé par le président du tribunal de première instance de Verviers sur la base des résultats des dernières élections législatives.

A cette fin ... (comme au projet)...

Le président ... (comme au projet)...".

Article 7.

La procédure de désignation des membres du Conseil prévue à l'article 7 présente plusieurs lacunes.

Le mode de convocation des candidats de chaque groupe n'est pas réglé ; il en est de même du mode de scrutin. Il conviendrait notamment de préciser si la désignation requiert la majorité absolue des suffrages et, dans la négative, suivant quels critères le mandat est attribué.

A l'alinéa 2, le mot "contresignée" est employé erronément : il implique, en effet, la nécessité d'une signature distincte de celle qui fait l'objet du contreseing.

.../...

A l'alinéa 3, la répartition "entre les autres listes conformément au prescrit de l'article 6", des sièges qui n'auraient pas fait l'objet de désignation ou de désignation valable, suppose que le défaut de désignation ou l'irrégularité de celle-ci soit préalablement constatée.

Le projet n'indique pas quelle est l'autorité qui serait chargée de cette constatation et qui devrait saisir le président du tribunal. Suivant le texte et l'exposé des motifs, le gouverneur est chargé de "recevoir" les désignations faites par les groupes, de contrôler les opérations, de valider les désignations et de statuer sur les contestations ; s'il doit également être chargé de prendre les décisions qu'implique l'alinéa 3, il conviendrait de le prévoir expressément.

Selon l'alinéa 4, le gouverneur doit vérifier "si les conditions prévues par la présente loi sont remplies". Cette vérification porte donc sur la régularité des désignations par rapport non seulement aux articles 5 à 7, mais également à l'article 8.

Par contre, l'alinéa 5, en se référant aux conditions "fixées par la présente loi pour l'exercice du mandat" semble limiter la compétence du gouverneur aux contestations fondées sur le seul article 8. L'exposé des motifs ne permet pas de confirmer que telle est bien l'intention du Gouvernement.

Il y a lieu d'observer que, eu égard à la portée de l'alinéa 4, quelle que soit l'interprétation à donner à l'alinéa 5, la compétence attribuée au gouverneur par cette dernière disposition aura pour effet de l'appeler à statuer sur la validité de ses propres décisions.

.../...

Il conviendrait, en outre, de déterminer quelles sont les personnes recevables à élever les contestations prévues à l'alinéa 5. S'il s'agit des "intéressés" visés aux alinéas 6 et 7, il y aurait lieu de préciser s'il s'agit des candidats, c'est-à-dire des électeurs, ou des candidats ainsi que des personnes désignées comme membres du Conseil et dont la désignation a ou n'a pas été validée, s'il s'agit de toute personne qui a fait l'objet d'un scrutin ou encore, de toute personne remplissant les conditions prévues à l'article 8.

Il y a lieu de relever enfin qu'aucun délai n'est prévu pour les décisions et les recours visés aux alinéas 3 à 6 ainsi que pour la décision du Roi visée à l'alinéa 7.

Article 8.

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, c'est intentionnellement que le projet ne prévoit pas la désignation de suppléants aux membres du Conseil. Il en résultera que lorsqu'un membre cessera de répondre à une des conditions de l'article 8, il y aura lieu de recourir à nouveau à la procédure prévue à l'article 7.

Compte tenu des observations faites à propos de l'article 7, la disposition qui fait l'objet de l'article 8 devrait logiquement prendre place avant l'article 5.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

Pour être membre du Conseil, il faut :

1. ... ;
2. ... ;
3. ... ;
4. ... ;
5. avoir l'exercice des droits électoraux".

Article 9.

Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, une des matières culturelles déterminées par la loi du 21 juillet 1971, conformément à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution, est exclue de la compétence d'avis du Conseil. Il s'agit de "l'encouragement à la formation des chercheurs" visée à l'article 2, 2°, de ladite loi. Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, cette exclusion est intentionnelle.

Au même article, le mot "Gouvernement" pouvant faire naître des difficultés d'interprétation, il y aurait lieu de le remplacer par le mot "Premier Ministre".

.../...

Article 10.

En prévoyant que la consultation obligatoire du Conseil est limitée aux articles des avant-projets de lois et aux amendements visés "dans la mesure" où ceux-ci "s'appliquent uniquement à la région de langue allemande", l'alinéa 1er de l'article 10 a pour effet d'exclure de cette consultation toute disposition, dès l'instant où celle-ci ne s'appliquerait pas exclusivement à la région de langue allemande.

Une telle limitation ne semble pas traduire les intentions du Gouvernement telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs.

Après avoir rappelé qu'en région de langue allemande le Parlement demeure seul compétent pour légiférer dans toutes les matières qui, ailleurs, relèvent de la compétence des Conseils Culturels, l'exposé des motifs déclare :

"Aussi, comme, ainsi qu'on l'a vu plus haut, il était impossible de conférer au Conseil un pouvoir législatif, le Gouvernement a-t-il tenu à associer étroitement l'organe nouveau à l'élaboration de ce travail législatif dont la région de langue allemande est désormais un des destinataires les plus importants, en tout cas par le volume des matières".

.../...

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le champ d'application de certains des avant-projets de lois visés s'étendrait au-delà de la région de langue allemande, on conçoit mal comment les seuls articles qui s'appliqueraient uniquement à cette région pourraient être disjoints pour être soumis au Conseil et comment celui-ci pourrait les examiner isolément de leur contexte.

Il y a lieu de relever que la consultation prévue ne porte pas sur les projets d'arrêtés d'exécution organiques et réglementaires. Cette omission ne trouve qu'une explication partielle dans la compétence réglementaire prévue à l'article 11, étant donné que les matières et les attributions visées ne coïncident pas totalement.

A l'alinéa 2, suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les mots : "à peine d'irrecevabilité" ne traduisent pas l'intention du Gouvernement; celui-ci entend simplement prévoir la possibilité de passer outre à l'obligation de recueillir l'avis si ce dernier n'est pas donné dans le délai prévu.

Etant donné que la consultation obligatoire du Conseil sur les amendements aux projets de lois est prévue à l'alinéa 1er, il est inutile de viser ceux-ci à l'alinéa 2.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 10.-

Les ministres soumettent à l'avis motivé du Conseil :

1° les avant-projets de lois (et d'arrêtés organiques et réglementaires) qui concernent les matières visées à l'article 9 et qui s'appliquent à la région de langue allemande ainsi que les amendements à ces projets ;

2° les avant-projets de lois modifiant la présente loi ainsi que les amendements à ces projets.

Le Conseil donne un avis motivé sur les propositions de lois et sur les amendements à des propositions de lois répondant aux conditions prévues au 1° et dont il est saisi par le président de l'une des Chambres législatives ou par un ministre.

L'avis doit être donné dans les deux mois de la demande ; passé ce délai, il peut être passé outre à la consultation".

Article 11.

Selon l'exposé des motifs, cet article qui circonscrit un cadre dans lequel s'exercera le pouvoir réglementaire du Conseil, "ne confère par lui-même aucune compétence à ce dernier et laisse à des lois ultérieures le soin de concrétiser les objets de ce pouvoir réglementaire".

Le Gouvernement considère toutefois que cette disposition, malgré le renvoi à des lois ultérieures, se justifie par le fait qu'elle "relève de toute évidence de ce que l'on appelle la Constitution "matérielle" car un tel texte eût fort bien pu figurer à l'article 59ter de la Constitution .."

.../...

Il y a lieu d'observer à cet égard que l'exercice des pouvoirs attribués expressément au législateur par l'article 59ter n'est ni limité dans le temps ni subordonné à des formalités ou conditions particulières, comme par exemple à des règles de majorité spéciale.

Il en résulte que tant au point de vue de la hiérarchie des normes que de la force obligatoire, la loi en projet n'a pas une autorité supérieure à celle des lois ultérieures qui régleraient la même matière et qui pourraient notamment modifier la disposition de l'article 11 ou y déroger. Cette disposition est, par conséquent, dépourvue de toute portée juridique et devrait être omise.

On observera, au surplus, qu'en se référant aux "matières culturelles visées à l'article 9, ainsi que l'enseignement, à l'exception des matières soustraites par l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution à la compétence des deux autres conseils culturels", l'article 11 semble vouloir exclure du pouvoir réglementaire éventuel du Conseil les matières visées à l'article 59bis, § 2, 3°, c'est-à-dire la coopération culturelle, ainsi que celles visées au § 3 du même article.

Article 12.

Si l'on se réfère à l'exposé des motifs, le Gouvernement ayant estimé que "dans certaines matières, le Conseil devait posséder d'ores et déjà un certain pouvoir réglementaire sans attendre l'adaptation ultérieure d'une série de lois existantes ou à voter", l'article 12 aurait pour

.../...

objet d'attribuer au Conseil ce pouvoir réglementaire dans une de ces matières. Seraient visées "toutes les activités culturelles portant sur les matières énumérées à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 précitée, à l'exclusion de l'encouragement à la formation des chercheurs".

Le texte ne correspond pas à ces intentions.

Si, en disposant que le Conseil est "chargé d'assurer financièrement ou autrement les activités culturelles visées à l'article 9 ...", le projet entend donner au Conseil un pouvoir réglementaire dans ces matières, il conviendrait de modifier le texte afin que l'attribution de ce pouvoir soit clairement exprimée. Dans cette hypothèse, il y a lieu d'observer que le Conseil se verrait attribuer un pouvoir réglementaire direct qui ne serait pas limité, contrairement à ce que prévoit l'exposé des motifs, aux matières visées à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971, c'est-à-dire aux matières culturelles à l'exception de "l'encouragement à la formation des chercheurs", mais qui, sous réserve de cette même exception, s'étendrait, par l'effet de la référence à l'article 9 du projet, à toutes les matières relevant de la compétence matérielle des autres conseils culturels.

En pareil cas, l'article 12 ne pourrait se concilier avec l'article 11 du projet qui, comme on l'a exposé, subordonne l'octroi au Conseil d'un pouvoir réglementaire plus restreint, à l'intervention ultérieure du législateur.

.../...

La seconde phrase de l'article 12, qui a pour effet d'attribuer au Conseil un pouvoir limité à la réglementation de l'octroi des subventions, prix et bourses d'études, n'appelle pas les mêmes observations.

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'objet de l'article 12 du projet serait limité aux seuls règlements nécessaires au financement des activités culturelles. Dans cette hypothèse, le texte suivant est proposé :

"Article 12.-

Le Conseil prend les règlements relatifs au financement des activités culturelles visées à l'article 9. Il fixe notamment les conditions d'octroi de subventions, de prix et de bourses d'études aux particuliers, institutions et associations".

Articles 13 et 14.

Un arrêté royal du 18 septembre 1923 avait créé une "Commission chargée de la traduction en flamand des dispositions de la Constitution, des codes, des principales lois et arrêtés en vigueur dont il n'a pas été publié de texte officiel flamand".

Cette Commission a procédé à la traduction de divers textes et ces traductions ont été consacrées par des arrêtés royaux.

Ces arrêtés, qui invoquent comme unique fondement légal l'arrêté royal du 18 septembre 1923, sont conçus de la manière suivante :

.../...

"Article 1er.- La traduction en langue flamande de la loi du ..., faite par la Commission instituée par l'arrêté roval du 18 septembre 1923 et annexée au présent arrêté, est adoptée.

Cette traduction sera la seule employée pour l'enseignement dans les établissements d'enseignement de l'Etat et pour l'établissement de tous actes publics émanant des autorités légalement constituées.

Article 2.- Le texte français de la loi ..., sauf en ce qui concerne les articles insérés depuis le 18 avril 1898 (c'est la loi qui a établi le principe du bilinguisme des textes législatifs et réglementaires), servira seul de règle pour toutes les difficultés qui pourraient surgir au sujet du sens d'une disposition".

Il résulte de ces arrêtés :

1° que la traduction reste une traduction (il ne s'agit pas d'établir un texte authentique en langue néerlandaise) ;

2° la traduction a pour objet d'éviter, dans les actes à rédiger en flamand ou dans l'enseignement, des traductions fantaisistes et différentes. Une seule traduction est désormais officielle ;

3° cette traduction ne peut servir à l'interprétation de la volonté du législateur telle qu'elle a été exprimée dans le texte français, qui reste le seul authentique et légalement obligatoire.

.../...

La Commission chargée de la traduction des textes a été remplacée, par un arrêté royal du 5 avril 1954 (lui-même modifié ultérieurement), par une Commission chargée de poursuivre la traduction en néerlandais de la Constitution, des Codes, des lois et arrêtés usuels antérieurs au 18 avril 1898 et de procéder à la revision de la version néerlandaise des textes promulgués après cette date, cette Commission prenant la dénomination de "Commission chargée de l'élaboration des textes néerlandais de la Constitution, des Codes et des lois et arrêtés principaux".

La Commission a établi le projet de texte néerlandais de la Constitution, lequel a été adopté par le Constituant du 10 avril 1967, de même que l'article 140 nouveau de la Constitution, aux termes duquel "le texte de la Constitution est établi en français et en néerlandais".

Elle a établi également le projet de texte néerlandais du Code civil (consacré par les lois des 30 décembre 1961 et 30 avril 1962), du Code pénal (consacré par la loi du 10 juillet 1964), de la loi sur la chasse (consacré par la loi du 30 juin 1967), du Code d'instruction criminelle et des lois sur la détention préventive (consacré par la loi du 10 juillet 1967), du Code rural (consacré par la loi du 8 avril 1969 , du Code forestier (consacré par une autre loi du 8 avril 1969), du Code électoral et de diverses dispositions du droit électoral (consacrés par la loi du 26 juin 1970).

Sous réserve de certaines variantes inhérentes aux cas d'espèce, ces diverses lois sont rédigées de la manière suivante :

.../...

"Article X ... Les dispositions qui suivent forment le texte néerlandais du Code ... tel qu'il a été expressément modifié et complété jusqu'au ...

Le texte néerlandais ci-après des dispositions qui ont modifié et complété le Code ..., postérieurement à la loi du 18 avril 1898, remplacera le texte néerlandais antérieur de ces mêmes dispositions.

Les contestations basées sur la divergence des textes français et néerlandais sont décidées d'après la volonté du législateur, déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre".

L'on voit ainsi que chaque fois que l'on a entendu donner à la traduction en néerlandais de textes établis en français une autorité égale à celle du texte originel, c'est le législateur lui-même qui est intervenu.

Il en a été de même chaque fois qu'il a été jugé nécessaire de modifier la rédaction néerlandaise de textes déjà établis en cette langue. (A ce sujet, voyez les lois citées ci-dessus ainsi que l'article 1er, dernier alinéa, de la loi du 31 décembre 1955 qui est relatif à l'établissement des textes néerlandais de la loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre reprise par la coordination effectuée par ladite loi et la loi du 10 juillet 1964 établissant un nouveau texte néerlandais de cette coordination; voyez aussi l'article 6 de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois).

.../...

Il importe donc de savoir quelle est l'intention exacte du Gouvernement.

S'il s'agit, dans l'esprit du Gouvernement, de donner aux lois et règlements une rédaction légale allemande, c'est-à-dire d'établir dans cette langue des textes qui seront légalement obligatoires à l'égal des textes français et néerlandais, le procédé envisagé par le projet n'est pas en harmonie, tout au moins en ce qui concerne les lois et les textes ayant une autorité équivalente à celle des lois, avec les principes qui conditionnent l'autorité de dispositions législatives qui s'attache aux textes établis par le législateur lui-même. Il est d'ailleurs contraire à la pratique constante rappelée plus haut.

S'il ne s'agit, au contraire, que de prévoir que les textes législatifs et réglementaires recevront une traduction officielle - mais non légale - en langue allemande, les dispositions sous examen peuvent en principe être admises. Mais la rédaction de l'article 14, alinéa 2, doit alors être modifiée de façon à supprimer toute assimilation entre l'autorité des textes originels, d'une part, et celle de la traduction en langue allemande, d'autre part.

Article 16.

La seconde phrase de l'alinéa 3 de l'article 61, § 5, qui fait l'objet de l'article 16 du projet, serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Toutefois, lorsqu'elles intéressent des communes de la région de langue allemande ou des communes malmédiennes, elles sont réglées par les trois sections réunies".

Articles 17 et 18.

L'article 17 prévoit que les attributions qu'il tend à donner au Conseil seront exercées "dans le cadre de la loi du 30 juillet 1963".

L'article 8 de cette loi dispose :

"Dans les conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, une partie du programme peut être donnée en français, dans les écoles de langue allemande, et en allemand, dans les écoles de langue française des communes de la région de langue allemande, à partir de la troisième année de l'enseignement primaire. Les arrêtés pris par le Roi doivent être confirmés par la loi au plus tard un an après leur publication au Moniteur belge".

L'article 17 du projet a pour effet de modifier implicitement cette disposition puisqu'il tend à attribuer le règlement de la matière au Conseil culturel. Etant donné que d'autres articles de la loi précitée se réfèrent à l'article 8, le texte projeté devrait être inséré dans cette loi sous la forme d'une modification dudit article 8.

A l'article 18, il y a lieu de supposer que l'obligation de consulter les associations de parents se limite à la consultation des seules associations existant en fait.

.../...

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose de remplacer les articles 17 et 18 par le texte suivant :

"Article 17.-

L'article 8 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8.- Le Conseil de la communauté culturelle allemande détermine ... (la suite comme au projet)...

Article 18.-

Le Conseil ne pourra délibérer dans les matières prévues à l'article 17 qu'après avoir pris l'avis des directeurs des établissements d'enseignement ainsi que des associations de parents d'élèves qui existeraient dans ces établissements".

Article 19.

La disposition prévoyant que le Conseil "désigne deux candidats aux fonctions d'administrateur de l'Institut commun R.T.B.-B.R.T." est imprécise. Elle peut signifier soit que le Conseil présente deux candidats en vue de pourvoir à un mandat d'administrateur, soit que deux administrateurs seront nommés sur sa présentation. Dans l'une ou l'autre hypothèse, la disposition implique une modification du statut de l'Institut.

.../...

Article 20.

Les établissements d'utilité publique sont définis par la loi du 27 juin 1921, dont le titre II établit notamment leur mode de constitution et les conditions auxquelles ils doivent satisfaire pour bénéficier de la personnalité civile.

D'après les articles 27 et 28 de cette loi, toute personne peut "affecter par acte authentique ou par testament olographe, tout ou partie de ses biens à la création d'un établissement d'utilité publique" qui jouira de la personnalité civile moyennant l'approbation du Gouvernement. Sont seuls considérés comme étant d'utilité publique, "les établissements qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel, tendent à la réalisation d'une oeuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique".

Ces dispositions impliquent que l'établissement d'utilité publique naît de la volonté unilatérale d'un particulier et supposent l'affectation d'un patrimoine à une oeuvre répondant aux conditions citées. Pour limiter l'examen à ce seul élément, il est évident que le Conseil ne peut être considéré comme une personne privée. L'emploi de l'expression "établissements d'utilité publique" semble dès lors résulter d'une erreur de terminologie.

Par ailleurs, la disposition qui fait l'objet du 2° est imprécise. Alors que l'exposé des motifs semble limiter la délégation de membres du Conseil dans les organes des seuls établissements qui seraient créés par ce dernier, le texte étend la disposition à "tout établissement" dont l'objet est une

.../...

des activités entrant dans les attributions du Conseil. En outre, le texte ne précise pas si les membres du Conseil ainsi délégués exerceraient les fonctions d'administrateur, de commissaire ou d'observateur, ni quelles seraient leurs attributions et leurs pouvoirs.

Article 21.

Il y aurait lieu de remplacer les mots "des infractions" par "les infractions".

Article 22.

Contrairement à ce que déclare l'exposé des motifs, l'alinéa 1er n'a pas pour effet de situer les règlements du Conseil dans la hiérarchie des normes, laquelle est déterminée par les attributions de pouvoirs résultant de la loi en projet. Si le Gouvernement entend prévoir que les règlements que prendra le Conseil seront soumis au contrôle des cours et tribunaux prévu à l'article 107 de la Constitution, le texte pourrait être rédigé comme suit :

"L'article 107 de la Constitution est applicable aux règlements qui seront pris par le Conseil en vertu du présent chapitre".

A l'alinéa 2, les mots "du Conseil" devraient être remplacés par "du Conseil de la communauté culturelle allemande".

.../...

Articles 24 à 47.

Article 24.

La disposition prévoyant une "installation" du Conseil à chaque renouvellement par le bureau "antérieurement en fonction" est de nature à présenter des difficultés d'application, notamment dans le cas où les membres de ce bureau seraient décédés ou ne seraient plus membres du Conseil. Une procédure d'installation suppose, par ailleurs, que celle-ci se fasse à l'intervention d'une autorité étrangère au corps à installer.

Compte tenu des articles 28 et 29, la disposition pourrait être omise.

Article 27.

Il y a lieu de supposer que le Gouvernement n'a pas l'intention de prévoir le maintien en fonction du bureau du Conseil culturel dans l'hypothèse où ce Conseil ne serait pas renouvelé ou pendant l'intervalle qui pourrait séparer la fin des mandats de la désignation des nouveaux membres. Dès lors, l'article 27 est inutile.

Article 28.

L'alinéa 1er prévoyant le cas de la convocation du Conseil en séance extraordinaire par le Roi, il y aurait lieu, à l'alinéa 3, de remplacer les mots "l'alinéa 2" par les mots "les alinéas 1er et 2".

.../...

Etant donné les précisions apportées par les alinéas 1er et 3, l'alinéa 2, à l'exception du dernier membre de phrase, est inutile.

A l'alinéa 1er, comme la disposition prévoit que le Conseil se réunit "de plein droit", les mots "sans convocation" sont inutiles. En prévoyant que le Roi devra convoquer le Conseil sur la proposition d'un ministre "qui a dans ses attributions des matières relevant de la compétence du Conseil", le projet introduit une précision inutile étant donné le nombre de ministres qui répondent à cette définition.

Article 30.

A cet article, les mots "au moins" sont inutiles.

Article 33.

A cet article, les termes "membre dirigeant de leur cabinet" sont imprécis.

Article 34.

Par souci de concordance, notamment avec la loi du 21 juillet 1971, il y a lieu de remplacer les termes "une décision à portée réglementaire" par les termes "un projet ou une proposition d'arrêté réglementaire".

.../...

Article 36.

La compétence territoriale et matérielle du Conseil étant limitée par les dispositions du projet, il est inutile de préciser que le droit d'enquête est soumis à ces limitations.

Article 40.

L'alinéa 3 prévoit que les arrêtés et règlements sont "contresignés" par le président et le secrétaire. Comme le projet prévoit la nomination d'un greffier, il serait logique de lui confier le contreseing.

Article 43.

Il y a lieu de relever que la motion prévue à cet article est soumise à une commission dont le Président du Sénat assure la présidence, alternativement avec le Président de la Chambre des Représentants alors que, conformément aux intentions du Gouvernement exprimées dans l'exposé des motifs, seule la Chambre des Représentants sera appelée à statuer sur la motion. Au surplus, le texte ne précise pas qui présidera la première réunion de la commission.

Afin d'adopter une terminologie uniforme, il serait préférable de prévoir une disposition précisant que le Conseil prend ses décisions sous la forme d'arrêtés, et d'utiliser les expressions "arrêtés" et "arrêtés réglementaires".

*

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, les modifications suivantes sont proposées au texte des articles 24 à 47.

"Article 24.-

Le Conseil se réunit de plein droit, chaque année, le troisième mardi d'octobre.

Le Roi peut convoquer le Conseil en séance extraordinaire.

Le Conseil doit être convoqué si le tiers de ses membres en fait la demande au bureau.

Sauf dans les cas prévus aux alinéas 2 et 3, le Conseil ne siège pas entre le premier août et le troisième mardi d'octobre .

Article 25.-

La séance visée à l'article 24, alinéa 1er, ainsi que la séance qui suit chaque renouvellement du Conseil sont présidées par le doyen d'âge du Conseil assisté des deux membres les plus jeunes.

Au cours de la séance, le Conseil élit son bureau pour un an.

Article 26.-

Le bureau ... (comme à l'article 26 du projet) ...

.../...

Article 27.-

...(Comme à l'article 30 du projet, les mots "au moins" étant supprimés) ...

Article 28.-

... (Comme à l'article 31 du projet) ...

Article 29.-

Le Conseil prend ses décisions sous la forme d'arrêtés.

Article 30.-

Alinéa 1er : ...(comme à l'alinéa 1er de l'article 32 du projet) ...

Alinéa 2 : "Pour l'ensemble d'un arrêté réglementaire ou d'un arrêté portant sur le budget et les comptes du Conseil, le vote est nominatif".

Alinéa 3 : ... (comme à l'alinéa 3 de l'article 32) ...

Article 31.-

Alinéas 1er et 2 : ... (comme aux alinéas 1er et 2 de l'article 33) ...

Alinéa 3 : "Les ministres peuvent se faire représenter par un fonctionnaire du rang 13 au moins ou par un membre de leur cabinet assimilé au même rang".

.../...

Article 32.-

"Un projet ou une proposition d'arrêté réglementaire ne peut ... (comme à l'article 34 du projet)...".

Article 33.-

... (comme à l'article 35 du projet) ...

Article 34.-

Le Conseil a le droit d'enquête .

Article 35.-

... (comme à l'article 37 du projet) ...

Article 36.-

... (comme à l'article 38 du projet) ...

Article 37.-

... (comme à l'article 39 du projet) ...

Article 38.-

Alinéa 1er : ... (comme à l'alinéa 1er de l'article 40 du projet) ...

Alinéa 2 : "Les projet et propositions d'arrêté ainsi que les amendements sont présentés et mis aux voix en langue allemande".

Alinéa 3 : "Les arrêtés sont signés par le président et par le greffier.

Ils sont transmis au Ministre de l'Intérieur, qui en fait établir une traduction officielle en français et en néerlandais".

.../...

Article 39.-

"Les arrêtés réglementaires du Conseil sont publiés intégralement au Moniteur belge ... (comme à l'article 41 du projet) ...".

Article 40.-

... (comme à l'article 42) ...

Article 41.-

... (comme à l'article 43) ...

Article 42.-

... (comme à l'article 44) ...

Article 43.-

... (comme à l'article 45) ...

Article 44.-

... (comme à l'article 46) ...

Article 45.-

... (comme à l'article 47) ... ".

*

Article 48.

Par souci de concordance, le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 46 (article 48 du projet).

Le Ministre qui a dans ses attributions, pour la région de langue allemande, les matières faisant l'objet d'un arrêté réglementaire, est chargé de l'exécution de celui-ci.

Le bureau est chargé de l'exécution des autres arrêtés".

Chapitre VI: Ce chapitre ne prévoit pas seulement des "recours", mais également des mesures de tutelle ; son intitulé devrai dès lors, être modifié.

Article 49.

Le délai de dix jours commence à courir à dater de la décision dont la transmission n'est subordonnée à aucun délai fixe, l'article 40 du projet se bornant à prévoir que les arrêtés seront transmis "sans délai" au Ministre de l'Intérieur. Ce délai est de nature à rendre aléatoire l'exercice de la tutelle. La rédaction de l'alinéa 2 devrait être revue. Les deux idées qu'il contient devraient faire l'objet de phrases distinctes.

.../...

Article 50.

Il n'est pas indiqué d'insérer dans l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat une disposition qui a pour objet d'affirmer que le Conseil de la Communauté culturelle allemande est compétent pour introduire un recours en annulation, même si l'on considérait qu'en vertu du droit commun il n'a pas qualité pour introduire un tel recours.

La disposition projetée n'a d'autre utilité que de préciser l'obligation, pour le Conseil, de recueillir l'avis favorable de son bureau. A cet égard, le projet adopte un système contraire aux principes généralement suivi et en vertu desquels c'est l'organe exécutif qui agit en justice sur instruction ou autorisation du corps dont il émane.

De toute façon, il ne convient pas que la disposition projetée soit insérée dans la loi du 23 décembre 1946.

Article 56.

Selon l'exposé des motifs, le Conseil, "en matièr d'expropriation, agit au nom de l'Etat belge dont il constitue un organe régional".

.../...

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, la disposition n'a pas pour but de permettre au Conseil de procéder à des expropriations en dérogeant à la législation en la matière et, notamment, d'écarter l'intervention des comités d'acquisition.

Il conviendrait de le préciser dans le texte, en admettant que, dans ces conditions, la disposition soit nécessaire.

Article 57.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 de cet article :

"Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 1er seront soumis à la ratification du législateur dans les deux mois de leur publication".

*
* *

Le projet devrait être accompagné d'un arrêté royal de présentation.

Het ontwerp strekt in hoofdzaak tot uitvoering van artikel 59ter van de Grondwet, dat een Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap instelt en luidens hetwelk de wet diens samenstelling en bevoegdheid bepaalt.

Zoals de memorie van toelichting het bevestigt, bedoelt de Regering aan het bepaalde in de artikelen 5 tot 7 van het ontwerp betreffende de aanwijzing van de leden van de Raad een voorlopig karakter te verlenen.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, beperkt "de duur van de huidige legislatuur" bedoeld in artikel 5, niet alleen de mogelijkheid om de ontworpen procedure toe te passen maar ook de duur van het mandaat van de aldus aangewezen raadsleden.

De Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap zal dus ophouden te werken als, nadat de ontwerp-wet in werking is getreden, geen andere wet tot regeling van de samenstelling van die Raad en van de duur van het mandaat van zijn leden tot stand komt vóór het einde van de legislatuur.

*

Artikelen 1 en 2.

Het eerste zinsdeel van artikel 1 is overbodig want het is slechts een herhaling van het eerste lid van artikel 59ter van de Grondwet.

.../...

Artikel 2 van zijn kant beperkt zich tot een herhaling van de opsomming welke reeds gegeven is in artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

De artikelen 1 en 2 zouden als volgt kunnen worden vervangen :

"Hoofdstuk I.- Territoriale bevoegdheid.

Artikel 1.-

De Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap, in deze wet "de Raad" genoemd, is bevoegd voor het Duitse taalgebied zoals dit bepaald is in artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Artikel 4.

Zoals de tekst is geformuleerd kan hij de indruk wekken dat de voorwaarden inzake woonplaats en eedaflegging alleen gelden voor de senatoren bedoeld onder 4°. Voorgesteld wordt :

"Wanneer zij geen lid van de Raad zijn, wonen rechtens de vergaderingen met raadgevende stem bij :

1° de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de senatoren verkozen in het kiesarrondissement Verviers die hun woonplaats hebben in een gemeente van het Duitse taalgebied en de grondwettelijke eed uitsluitend of in de eerste plaats in het Duits hebben afgelegd;

2° de senatoren verkozen door de provincieraad van Luik en de senatoren verkozen door de Senaat voor zover zij voldoen aan beide voorwaarden bepaald onder 1°".

.../...

Artikelen 5 en 6.

Artikel 5 stelt als beginsel dat de leden van de Raad worden aangewezen door de kandidaten bij de jongste parlements- en provincieraadsverkiezingen, en bepaalt hoe de groepen worden gevormd die met deze aanwijzing zijn belast.

Volgens de memorie van toelichting nemen aan die aanwijzing deel de kandidaten titularissen en de kandidaten plaatsvervangers die waren voorgedragen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers, voor de Senaat of voor de provincieraad onder de voorwaarden in dat artikel bepaald.

Artikel 6 heeft tot doel het aantal mandaten in de Raad te bepalen dat door elke groep zal worden toegewezen.

Op te merken valt dat, krachtens het derde lid, de voorzitter van de rechtbank een afschrift van het procesverbaal van de verrichtingen zal moeten zenden aan alle kandidaten bedoeld in artikel 5.

Voorgesteld wordt deze artikelen als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

Voor de duur van de legislatuur die loopt bij de inwerkingtreding van deze wet, worden de leden van de Raad overeenkomstig de artikelen 6 en 7 aangewezen door de groepen bestaande uit de gezamenlijke kandidaten titularissen en plaatsvervangers die bij de jongste parlements- en provincieraadsverkiezingen onder hetzelfde lijstnummer zijn voorgedragen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers of voor de Senaat in het kiesarrondissement Verviers, of voor de provincieraad in de districten Bison en Spa.

.../...

Artikel 6.-

Het aantal mandaten dat elke van de in artikel 5 bedoelde groepen in de Raad behoort aan te wijzen, wordt door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers bepaald op grond van de uitslagen van de jongste parlementsverkiezingen.

Te dien einde ... (zoals in het ontwerp) ...

De voorzitter ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 7.

De in artikel 7 bepaalde procedure voor aanwijzing van de leden van de Raad vertoont een aantal leemten.

Er is niet bepaald hoe de kandidaten van elke groep worden opgeroepen, evenmin hoe de stemming plaats heeft. Er zou onder meer nader moeten worden bepaald of voor aanwijzing de volstrekte meerderheid van de stemmen vereist is en zo niet, volgens welke maatstaven het mandaat wordt verleend.

In het tweede lid is de term "medeondertekend" verkeerd gebruikt : die term impliceert immers dat er nog een andere "handtekening" is.

In het derde lid veronderstelt de verdeling "onder de andere lijsten zoals voorgeschreven in artikel 6" van de zetels waarvoor geen aanwijzing of geldige aanwijzing zou hebben plaatsgehad, dat vooraf geconstateerd is dat er geen aanwijzing is geweest of dat deze onregelmatig was.

.../...

Het ontwerp zegt niet welke overheid met die vaststelling zou zijn belast en de zaak bij de voorzitter van de rechtbank aanhangig dient te maken. Volgens de tekst en de memorie van toelichting is de gouverneur belast met het "ontvangen" van de door de groepen gedane aanwijzingen, met het toezicht op de verrichtingen en met de geldigverklaring van de aanwijzingen, terwijl hij ook uitspraak moet doen over de betwistingen; als hij ook moet worden belast met het nemen van de beslissingen welke het derde lid insluit, zou dat uitdrukkelijk moeten worden bepaald.

Volgens het vierde lid moet de gouverneur nagaan "of de bij deze wet bepaalde voorwaarden vervuld zijn". Dat "nagaan" heeft dus betrekking op de regelmatigheid van de aanwijzingen niet alleen ten aanzien van de artikelen 5 tot 7, maar ook ten aanzien van artikel 8.

Het vijfde lid daarentegen verwijst naar de "bij deze wet gestelde voorwaarden tot het uitoefenen van het mandaat" en schijnt de bevoegdheid van de gouverneur te beperken tot de betwistingen die gegrond zijn op artikel 8. Uit de memorie van toelichting kan niet worden opgemaakt of de Regering het werkelijk zo bedoelt.

Op te merken valt dat, gelet op de strekking van het vierde lid en ongeacht de interpretatie welke aan het vijfde lid moet worden gegeven, de bevoegdheid welke deze laatste bepaling aan de gouverneur verleent tot gevolg zal hebben dat hij uitspraak moet doen over de geldigheid van zijn eigen beslissingen.

Ook zou moeten worden bepaald welke personen ontvankelijk zijn om de in het vijfde lid bedoelde betwistingen aan de gouverneur te onderwerpen. Zijn het de "betrokkenen" bedoeld in het zesde en het zevende lid, dan zou

.../...

nader moeten worden bepaald of het gaat om de kandidaten, met ander woorden de kiezers, of de kandidaten en de personen die als lid van de Raad zijn aangewezen en wier aanwijzing al dan niet geldig verklaard is, dan wel om eenieder over wie gestemd is of nog om eenieder die aan de in artikel 8 bepaalde voorwaarden voldoet.

Ten slotte moge worden opgemerkt dat geen termijn bepaald is voor de beslissingen en het beroep bedoeld in de alinea's 3 tot 6 evenmin als voor de in het zevende lid bedoelde beslissing van de Koning.

Artikel 8.

Naar aan de Raad van State is verklaard, voorziet het ontwerp bewust niet in de aanwijzing van plaatsvervangers voor de leden van de Raad. Als een lid niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 8, dan zal de in artikel 7 bepaalde procedure opnieuw moeten worden ingesteld.

Met inachtneming van de opmerkingen die bij artikel 7 zijn gemaakt, zou de bepaling van artikel 8 logischerwijze vóór artikel 5 moeten komen.

Men leze de tekst als volgt :

"Artikel 8.-

Om lid van de Raad te zijn, moet men :

1. ...;
2. ...;
3. ...;
4. ...;
5. kiesgerechtigd zijn".

.../...

Artikel 9.

In tegenstelling met hetgeen de memorie van toelichting verklaart, valt één van de culturele aangelegenheden, die door de wet van 21 juli 1971 overeenkomstig artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet zijn bepaald, buiten de adviesbevoegdheid van de Raad. Het betreft de "aanmoediging van de vorming van navorsers" bedoeld in artikel 2, 2°, van die wet. Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is die uitsluiting gewild.

In hetzelfde artikel kan het woord "Regering" interpretatiemoeilijkheden opleveren; daarom vervange men het door de term "Eerste Minister".

Artikel 10.

Door te bepalen dat verplichte raadpleging van de Raad beperkt is tot de artikelen van de voorontwerpen van wet en de amendementen "voor zover deze uitsluitend voor het Duitse taalgebied van toepassing zijn", heeft het eerste lid van artikel 10 tot gevolg dat die raadpleging niet plaats heeft voor enige bepaling die niet uitsluitend op het Duitse taalgebied toepassing zou vinden.

Een zodanige beperking schijnt niet overeen te komen met de bedoeling van de Regering zoals die in de memorie van toelichting is verwoord.

.../...

Na erop gewezen te hebben dat in het Duitse taalgebied het parlement alleen bevoegd blijft voor alle aangelegenheden die elders onder de bevoegdheid van de Cultuurraden vallen, verklaart de memorie van toelichting :

"Daar het, zoals men hierboven heeft gezien, onmogelijk was aan de Raad een wetgevende macht te verlenen, heeft de Regering er prijs op gesteld het nieuw orgaan zo nauw mogelijk te betrekken bij de uitwerking van dit wetgevende werk, waarvan het Duitse taalgebied voortaan één der belangrijkste bestemmelingen is, in elk geval wat de omvang van de aangelegenheden betreft".

Als de werkingssfeer van zulke voorontwerpen van wet meer dan het Duitse taalgebied bestrijkt, is het overigens niet duidelijk hoe alleen de op dat gebied toepasselijke artikelen, in los verband aan de Raad voorgelegd en buiten hun contekst door hem onderzocht zouden kunnen worden.

Op te merken valt dat de voorgeschreven raadpleging niet slaat op de ontwerpen van organieke en reglementaire uitvoeringsbesluiten. Dat hieromtrent niet gezegd is, vindt slechts een gedeeltelijke verklaring in de in artikel 11 bedoelde verordeningsbevoegdheid, want de aangelegenheden en bevoegdheden waarvan sprake vallen niet geheel samen.

Het is de Raad van State, aan de hand van verstrekte inlichtingen, gebleken dat de woorden "op straf van niet-ontvankelijkheid" in het tweede lid niet stroken met de bedoeling van de Regering, die alleen wenst te voorzien in de mogelijkheid om voorbij te gaan aan de verplichte adviesinwinning als dat advies niet binnen de gestelde termijn is gegeven.

.../...

Nu verplichte raadpleging van de Raad over amendementen op wetsontwerpen voorgeschreven is in het eerste lid, is het onnodig daarvan nog te spreken in het tweede lid.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 10.-

De ministers onderwerpen aan het met redenen omkleed advies van de Raad :

1° de voorontwerpen van wetten (en van organieke en reglementaire besluiten) betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 9 die toepassing vinden op het Duitse taalgebied, alsook de amendementen betreffende die ontwerpen;

2° de voorontwerpen van wetten tot wijziging van deze wet en de amendementen betreffende die ontwerpen.

De Raad brengt een met redenen omkleed advies uit over de wetsvoorstellen en over de amendementen betreffende wetsvoorstellen die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald onder 1° en ingediend zijn door de voorzitter van één der wetgevende kamers, of door een minister.

Het advies moet worden gegeven binnen twee maanden na de aanvraag; na die termijn kan aan de raadpleging worden voorbijgegaan".

Artikel 11.

Volgens de memorie van toelichting verleent dit artikel, dat een kader omschrijft binnen hetwelk de verordenende macht van de Raad zal worden uitgeoefend, "uit zichzelf geen enkele bevoegdheid aan deze laatste en laat

.../...

het aan latere wetten de zorg over om de objecten van deze reglementerende macht concreet te bepalen".

De Regering acht die bepaling, ook al verwijst zij naar latere wetten, toch verantwoord doordat "de inhoud van deze bepaling klaarblijkelijk behoort tot wat men de "materiële" Grondwet zou kunnen noemen want een dergelijke tekst had immers heel goed in artikel 59ter van de Grondwet kunnen voorkomen ...".

In dit verband moet worden opgemerkt dat de uitoefening van de bevoegdheden welke artikel 59ter uitdrukkelijk aan de wetgever opdraagt, niet beperkt is in de tijd en niet afhankelijk is van bijzondere vormvereisten of voorwaarden, zoals bijvoorbeeld regelen inzake bijzondere meerderheid.

Hieruit volgt dat uit een oogpunt zowel van de hiërarchie van de normen als van de bindende kracht, de ontwerp-wet geen hoger gezag heeft dan de latere wetten die dezelfde aangelegenheid mochten regelen en die onder meer de bepaling van artikel 11 zouden kunnen wijzigen of daarvan afwijken. Die bepaling heeft derhalve geen juridische strekking en dient te vervallen.

Bovendien moge worden opgemerkt dat artikel 11, doordat het verwijst naar "de bij artikel 9 bedoelde culturele aangelegenheden alsook het onderwijs, met uitsluiting van de zaken die door artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet aan de bevoegdheid van de twee andere Cultuurraden zijn onttrokken", uit de eventuele verordeningsbevoegdheid van de Raad lijkt te willen uitsluiten de aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2, 3°, dit is de samenwerking tussen de Cultuurgemeenschappen, alsook de aangelegenheden bedoeld in § 3 van hetzelfde artikel.

.../...

Artikel 12.

Afgaande op de memorie van toelichting volgens welke de Regering heeft geoordeeld "dat de Raad voor zekere aangelegenheden nu reeds een zekere reglementaire macht moest bezitten, zonder de latere aanpassing van reeds bestaande of goed te stemmen wetten af te wachten", zou artikel 12 ertoe strekken die verordeningsbevoegdheid in één van die aangelegenheden aan de Raad toe te kennen. Bedoeld zouden worden "alle culturele activiteiten die handelen over de aangelegenheden, opgesomd in artikel 2 van de bovenvermelde wet van 21 juli 1971, met uitzondering van de aanmoediging van de vorming van navorsers".

De tekst beantwoordt niet aan deze bedoelingen.

Als het ontwerp, door te bepalen dat de Raad "ermede belast is de culturele activiteiten bedoeld bij artikel 9 financieel of anders te verzekeren ..." aan de Raad in die aangelegenheden verordeningsbevoegdheid wil verlenen, dient de tekst te worden gewijzigd opdat duidelijk uitkomt dat die bevoegdheid hier wordt verleend. In dat geval moge worden opgemerkt dat de Raad een rechtstreekse verordeningsbevoegdheid zou krijgen die, anders dan in de memorie van toelichting staat, niet beperkt zou zijn tot de aangelegenheden bedoeld in artikel 2 van de wet van 21 juli 1971, met ander woorden de culturele aangelegenheden met uitzondering van de "aanmoediging van de vorming van navorsers", maar die, onder voorbehoud van diezelfde uitzondering, als gevolg van de verwijzing naar artikel 9 van het ontwerp, zou worden uitgebreid tot alle aangelegenheden die tot de materiële bevoegdheid van de andere Cultuurraden behoren.

.../...

In dat geval zou artikel 12 onbestaanbaar zijn met artikel 11 van het ontwerp dat, zoals uiteengezet is, een latere bemoeienis van de wetgever vereist opdat aan de Raad een beperkter verordeningsbevoegdheid kan worden toegekend.

Voor de tweede volzin van artikel 12, waardoor aan de Raad een bevoegdheid wordt verleend die beperkt is tot het regelen van de toekenning van toelagen, prijzen en studiebeurzen, gelden dezelfde opmerkingen niet.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou artikel 12 van het ontwerp alleen doelen op de verordeningen die nodig zijn voor het financieren van culturele activiteiten. In dat geval wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 12.-

De Raad stelt de verordeningen vast met betrekking tot de financiering van de culturele activiteiten bedoeld in artikel 9. Hij bepaalt onder meer de voorwaarden voor het verlenen van toelagen, prijzen en studiebeurzen aan particulieren, instellingen en verenigingen".

Artikelen 13 en 14.

Een koninklijk besluit van 18 september 1923 heeft een commissie opgericht "met opdracht de bepalingen van de Grondwet, de wetboeken, de wetten en de gebruikelijke besluiten, waarvan geen officiële tekst in de Vlaamse taal werd bekendgemaakt, in deze taal te vertalen".

Die commissie heeft verscheidene teksten vertaald en die vertalingen zijn bij koninklijke besluiten bekrachtigd

.../...

Die besluiten, die alleen het koninklijk besluit van 18 september 1923 als rechtsgrond aanvoeren, waren als volgt opgevat :

"Artikel 1. De Vlaamse vertaling van de wet van ..., door de bij ons besluit van 18 september 1923 aangestelde commissie, en waarvan de tekst bij dit besluit gaat, is aangenomen.

Die vertaling alleen zal worden gebruikt voor het onderwijs in de hogescholen van de Staat, alsook voor het opmaken van alle openbare akten uitgaande van de wettelijk gestelde machten.

Artikel 2. Om de moeilijkheden op te lossen die omtrent de betekenis van een bepaling mochten oprijzen geldt, behalve voor de sinds 18 april 1898 herziene artikelen (het betreft hier de wet die het beginsel van de tweetaligheid van de wets- en verordeningsteksten heeft ingevoerd), de Franse tekst van de wet van ...".

Uit die besluiten volgt :

1° de vertaling blijft een vertaling (het gaat er niet om een authentieke tekst in het Nederlands vast te stellen);

2° de vertaling moet dienen om gefantaseerde en uiteenlopende vertalingen te voorkomen in "Vlaamse" akten of in het onderwijs. Voortaan is één vertaling officieel.

3° die vertaling mag niet dienen voor het interpreteren van de wil van de wetgever zoals die in de Franse tekst is uitgedrukt want alleen die tekst blijft authentiek en bindend krachtens de wet.

.../...

De commissie belast met de vertaling van de teksten is, bij een koninklijk besluit van 5 april 1954 (dat later zelf gewijzigd is) vervangen door een commissie belast met de voortzetting van de vertaling in het Nederlands van de Grondwet, de wetboeken, de wetten en de gebruikelijke besluiten van vóór 18 april 1898 en met de herziening van de Nederlandse versie van de nadien uitgevaardigde teksten. De commissie heet thans :"commissie belast met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van de Grondwet, de wetboeken en de voornaamste wetten en besluiten".

Zij heeft het ontwerp van Nederlandse tekst van de Grondwet opgemaakt, dat door de Grondwetgever van 10 april 1967 is aangenomen, alsook het nieuwe artikel 140 van de Grondwet hetwelk bepaalt : "De tekst van de Grondwet is in het Nederlands en in het Frans gesteld".

Zij heeft ook het ontwerp van Nederlandse tekst opgemaakt voor het Burgerlijk Wetboek (bekrachtigd door de wetten van 30 december 1961 en 30 april 1962); voor het Strafwetboek (bekrachtigd door de wet van 10 juli 1964), de jachtwet (bekrachtigd door de wet van 30 juni 1967), het Wetboek van Strafvordering en de wetten op de voorlopige hechtenis (bekrachtigd door de wet van 10 juli 1967), het Veldwetboek (bekrachtigd door de wet van 8 april 1969), het Boswetboek (bekrachtigd door een andere wet van 8 april 1969), het Kieswetboek en diverse bepalingen inzake het kiesrecht (bekrachtigd door de wet van 26 juni 1970).

Op enkele varianten na, omdat specifieke gevallen zich kunnen voordoen, zijn die wetten als volgt geredigeerd :

"Artikel X ... De hierna volgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van het Wetboek ..., zoals die uitdrukkelijk is gewijzigd en aangevuld tot ...

.../...

De hierna volgende Nederlandse tekst van de bepalingen die het Wetboek ..., hebben gewijzigd en aangevuld na de wet van 18 april 1898, vervangt de vorige Nederlandse tekst van die bepalingen.

Twistvragen gegrond op het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden beslist naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatieregelen, zonder voorrang van de ene tekst boven de andere".

Telkens als men aan de Nederlandse vertaling van in het Frans gestelde teksten een gelijk gezag heeft willen geven als aan de oorspronkelijke tekst, is de wetgever dus zelf opgetreden.

Zo is men ook te werk gegaan telkens als nodig bleek de Nederlandse redactie van reeds in die taal gestelde teksten te wijzigen (zie in dat verband de hiervoren aangehaalde wetten alsook artikel 1, laatste lid, van de wet van 31 december 1955 dat betrekking heeft op de vaststelling van de Nederlandse teksten van de eenvormige wet op de wissel brieven en orderbriefjes overgenomen in de bij die wet vastgestelde coördinatie en de wet van 10 juli 1964 tot vaststelling van een nieuwe Nederlandse tekst van die coördinatie; zie ook artikel 6 van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten).

De vraag is dus wat de Regering hier juist bedoelt.

Wil zij aan de wetten en verordeningen een wettelijke Duitse versie geven, met ander woorden teksten in die taal opmaken die **rechtens** bindend zullen zijn op gelijke voe met de Nederlandse en de Franse tekst, dan is het procédé va

.../...

het ontwerp, althans wat wetten en met wetten gelijkwaardige teksten betreft, niet in overeenstemming met de beginselen inzake het gezag van wetsbepalingen dat geldt voor teksten die de wetgever zelf heeft opgesteld. Het is bovendien in strijd met de vaste praktijk waarop hiervoren is gewezen.

Gaat het er in tegendeel alleen om te bepalen dat de wets- en verordeningsteksten een officiële - maar niet rechtsgeldige - vertaling in het Duits zullen krijgen, dan kunnen de hier onderzochte bepalingen in beginsel worden aanvaard . Dan moet artikel 14, tweede lid, echter zo worden gewijzigd, dat iedere gelijkstelling tussen het gezag van de oorspronkelijke teksten enerzijds en dat van de vertaling in het Duits anderzijds vervalt.

Artikel 16.

De tweede volzin van het derde lid van artikel 61, § 5, waaraan artikel 16 van het ontwerp is gewijd, kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer die zaken echter gemeenten uit het Duitse taalgebied of uit het Malmedyse betreffen, worden zij geregeld door de drie verenigde afdelingen".

Artikelen 17 en 18.

Artikel 17 bepaalt dat de bevoegdheden welke het aan de Raad bedoelt te verlenen, zullen worden uitgeoefend "in het raam van de bepalingen van de wet van 30 juli 1963".

.../...

Artikel 8 van die wet bepaalt :

"Onder de voorwaarden bepaald bij in ministerraad overlegd koninklijk besluit, mag met ingang van het derde leerjaar van het lager onderwijs, een gedeelte van het leerplan in de Duitstalige scholen in het Frans en in de Franstalige scholen van de gemeenten van het Duitse taalgebied in het Duits onderwezen worden.

De door de Koning genomen besluiten moeten uiterlijk één jaar na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad bij een wet bekrachtigd worden".

Artikel 17 van het ontwerp heeft tot doel die bepaling stilzwijgend te wijzigen, want het wil de regeling van deze aangelegenheid aan de Cultuurraad opdragen. Aangezien andere bepalingen van de aangehaalde wet naar artikel 8 verwijzen, zou de ontworpen tekst in die wet moeten worden ingevoegd in de vorm van een wijziging van dat artikel 8.

In artikel 18 moet er worden van uitgegaan dat de verplichting om de oudervereenigingen te raadplegen alleen geldt wanneer er in werkelijkheid zodanige verenigingen bestaan.

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State voor, de artikelen 17 en 18 door de volgende tekst te vervangen :

"Artikel 17.-

Artikel 8 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../..

"Artikel 8. De Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap stelt het gedeelte van het programma vast dat ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

Artikel 18.-

In de aangelegenheden bedoeld in artikel 17 kan de Raad slechts beslissen nadat hij het advies heeft ingewonnen van de directeurs van de onderwijsinrichtingen alsook van de oudervereenigingen die in deze inrichtingen mochten bestaan".

Artikel 19.

De bepaling dat de Raad "twee kandidaten aanduidt voor de functies van beheerder van het gemeenschappelijk instituut BRT-RTB" is onnauwkeurig. Zij kan betekenen, ofwel dat de Raad twee kandidaten-beheerders voor een mandaat voordraagt, ofwel dat twee beheerders op zijn voordracht zullen worden benoemd. In het ene als in het andere geval veronderstelt dit een wijziging van het statuut van het Instituut.

Artikel 20.

De instellingen van openbaar nut zijn gedefinieerd in de wet van 27 juni 1921 waarvan titel II onder meer bepaalt op welke wijze ze worden opgericht en aan welke voorwaarden zij moeten voldoen om rechtspersoonlijkheid te bezitten.

.../...

Volgens de artikelen 27 en 28 van die wet kan elke persoon "al zijn goederen of een deel daarvan, bij authentieke akte of bij eigenhandig testament bestemmen tot het oprichten ener instelling van openbaar nut" die rechtspersoonlijkheid zal bezitten mits de Regering hieraan haar goedkeuring hecht. "Alleen de instellingen die, met uitsluiting van stoffelijk winstbejag het tot stand brengen nastreven van een werk op gebied van filantropie, godsdiens wetenschap, kunst, opvoedkunde, worden geacht instellingen van openbaar nut te zijn".

Die bepalingen impliceren dat een instelling van openbaar nut ontstaat uit de eenzijdige wilsuiting van een particulier en veronderstellen dat een vermogen wordt aange wend voor een werk dat aan de genoemde voorwaarden beantwoordt. Om het bij dit ene gegeven te houden, het is duidelijk dat de Raad niet als een particulier kan worden beschouwd. Het gebruik van de term "instellingen van openbaa nut" lijkt derhalve op een terminologische vergissing te berusten.

Voorts is de bepaling onder 2° onnauwkeurig. Terwijl de memorie van toelichting de afvaardiging van leden van de Raad schijnt te beperken tot de organen van instellingen die door hem mochten zijn opgericht, verruimt de tekst de bepaling tot "elke instelling" die één of meer onder de Raad ressorterende activiteiten beoogt. Ook zegt de tekst niet of de aldus afgevaardigde leden van de Raad de taak van beheerder, commissaris of waarnemer zullen uitoefenen, noch welke hun bevoegdheid zal zijn.

.../...

Artikel 21.

In de Franse tekst vervange men de woorden "des infractions" door "les infractions".

Artikel 22.

Anders dan in de memorie van toelichting staat, heeft het eerste lid niet tot gevolg dat het "de reglementen van de Raad in de hiërarchie der normen situeert, welke hiërarchie wordt bepaald door de bevoegdheidstoemeting die uit de ontwerp-wet volgt". Bedoelt de Regering dat de door de Raad uit te vaardigen verordeningen zullen worden onderworpen aan de in artikel 107 van de Grondwet bedoelde controle van hoven en rechtbanken, dan zou de tekst als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 107 van de Grondwet is van toepassing op de verordeningen welke de Raad op grond van dit hoofdstuk uitvaardigt".

In het tweede lid vervange men de woorden "de Raad" door "de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap".

Artikelen 24 tot 27.

Artikel 24.

De bepaling dat de Raad na elke vernieuwing wordt geïnstalleerd door het bureau "dat voordien in functie was" kan bij de toepassing moeilijkheden opleveren, onder meer wanneer leden van dat bureau overleden zijn of geen lid van

.../...

de Raad meer zijn. Een installatieprocedure veronderstelt trouwens dat die installatie geschiedt door toedoen van een overheid die niet tot het te installeren korps behoort.

Gelet op het bepaalde in de artikelen 28 en 29 kan deze bepaling vervallen.

Artikel 27.

Verondersteld mag worden dat de Regering er niet aan denkt, het bureau van de Cultuurraad in werking te houden als die Raad niet wordt vernieuwd of in de tijdspanne tussen het einde van de mandaten en de aanwijzing van de nieuwe leden. Artikel 27 is dus overbodig.

Artikel 28.

Het eerste lid voorziet in het geval dat de Koning de Raad in buitengewone zitting bijeenroept; men vervange dus in het derde lid de woorden "het tweede lid" door "het eerste en het tweede lid".

De nauwkeurige bepalingen van het eerste en het derde lid in acht genomen, is het tweede lid, op het laatste zinsdeel na, overbodig.

Aangezien in het eerste lid wordt bepaald dat de Raad "van rechtswege" vergadert, zijn de woorden "zonder bijeenroeping" overbodig. Waar het stelt dat de Koning de Raad moet bijeenroepen op voorstel van een minister "die aangelegenheden onder zijn bevoegdheid heeft, die onder

.../...

de bevoegdheid van de Raad ressorteren", treedt het ontwerp nodeloos in bijzonderheden gelet op het aantal ministers die aan zo'n definitie beantwoorden.

Artikel 30.

In dit artikel zijn de woorden "ten minste" overbodig.

Artikel 33.

De woorden "leidinggevend lid van hun kabinet" zijn eerder vaag.

Artikel 34.

Ter wille van de overeenstemming, onder meer met de wet van 21 juli 1971 vervange men de woorden "een beslissing met reglementaire draagwijdte" door "een ontwerp of een voorstel van reglementair besluit".

Artikel 36.

Nu de territoriale en de materiële bevoegdheid van de Raad afgebakend is door de voorzieningen van het ontwerp, is het onnodig te bepalen dat ook het recht van onderzoek aan die beperkingen onderworpen is.

.../...

Artikel 40.

Het derde lid bepaalt dat de besluiten en reglementen "medeondertekend" worden door de voorzitter en de secretaris. Aangezien het ontwerp voorziet in de benoeming van een griffier, ware het logisch deze met de medeondertekening te belasten.

Artikel 43.

De in dit artikel bedoelde motie wordt voorgelegd aan een commissie die beurtelings door de Senaatsvoorzitter en de Kamervoorzitter wordt voorgezeten, terwijl de Regering volgens de memorie van toelichting alleen de Kamer van Volksvertegenwoordigers over de motie wenst te laten doen. Bovendien zegt de tekst niet wie de eerste vergadering van de commissie zal voorzitten.

Ter wille van een eenvormige terminologie ware het verkieslijk een bepaling op te nemen waarin wordt gezegd dat de Raad zijn beslissingen neemt in de vorm van besluiten en te werken met de termen "besluiten" en "reglementaire besluiten".

*

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen 24 tot 47 als volgt te wijzigen.

"Artikel 24.-

De Raad komt van rechtswege bijeen ieder jaar, de derde dinsdag van oktober.

De Koning kan de Raad in buitengewone zitting bijeenroepen.

.../...

De Raad moet worden bijeengeroepen indien het derde van zijn leden het bureau daarom verzoekt.

Behoudens in de gevallen bepaald in het tweede en het derde lid, houdt de Raad geen zitting tussen de eerste augustus en de derde dinsdag van oktober.

Artikel 25.-

De vergadering bedoeld in artikel 24, eerste lid, en de vergadering die volgt op elke vernieuwing van de Raad wordt voorgezeten door het oudste lid in jaren, bijgestaan door de twee jongste leden.

Tijdens de vergadering verkiest de Raad zijn bureau voor een jaar.

Artikel 26.-

Het bureau ... (zoals in artikel 26 van het ontwerp) ...

Artikel 27.-

... (zoals artikel 30 van het ontwerp, maar met weglating van de woorden "ten minste") ...

Artikel 28.-

... (zoals artikel 31 van het ontwerp) ...

Artikel 29.-

De Raad neemt zijn beslissingen in de vorm van besluiten.

Artikel 30.-

Eerste lid : ...(zoals het eerste lid van artikel 32 van het ontwerp)...

.../...

Tweede lid : "Over het geheel van een reglementair besluit of van een besluit met betrekking tot de begroting en de rekeningen van de Raad wordt hoofdelijk gestemd".

Derde lid : ... (zoals het derde lid van artikel 32)..

Artikel 31.-

Eerste en tweede lid : ... (zoals het eerste en het tweede lid van artikel 33) ...

Derde lid :"De ministers kunnen zich laten vertegenwoordigen door een ambtenaar met ten minste rang 13 of door een met dezelfde rang gelijkgesteld lid van hun kabinet ".

Artikel 32.-

Een ontwerp of voorstel van reglementair besluit kan door de Raad eerst worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs gestemd is.

Artikel 33.-

... (zoals artikel 35 van het ontwerp) ...

Artikel 34.-

De Raad heeft recht van onderzoek.

Artikel 35.-

... (zoals artikel 37 van het ontwerp) ...

Artikel 36.-

... (zoals artikel 38 van het ontwerp) ...

Artikel 37.-

... (zoals artikel 39 van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 38.-

Eerste lid : ... (zoals het eerste lid van artikel 40 van het ontwerp) ...

Tweede lid : "De ontwerpen en voorstellen van besluit, alsook de amendementen worden ingediend en in stemming gebracht in de Duitse taal".

Derde lid : "De besluiten worden ondertekend door de voorzitter en door de griffier.

Zij worden overgezonden aan de Minister van Binnenlandse Zaken die daarvan een officiële vertaling in het Nederlands en in het Frans laat opstellen".

Artikel 39.-

De reglementaire besluiten van de Raad worden in extenso in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt, samen met de Nederlandse en de Franse vertaling.

Zij treden in werking de tiende dag na die van de bekendmaking, tenzij zij anders beschikken.

De Raad kan ook andere wijzen van bekendmaking bepalen.

Artikel 40.-

... (zoals artikel 42) ...

Artikel 41.-

... (zoals artikel 43) ...

Artikel 42.-

... (zoals artikel 44) ...

.../...

Artikel 43.-

... (zoals artikel 45) ...

Artikel 44.-

... (zoals artikel 46) ...

Artikel 45.-

... (zoals artikel 47) ...".

*

Artikel 48.

Terwille van de overeenstemming leze men de tekst als volgt :

"Artikel 46 (artikel 48 van het ontwerp).

De minister tot wiens bevoegdheid, voor het Duitse taalgebied, de aangelegenheden behoren waarvoor een reglementair besluit is vastgesteld, is belast met de uitvoering van dat besluit.

Het bureau is belast met de uitvoering van de andere besluiten".

Hoofdstuk VI : Dit hoofdstuk handelt niet alleen over "beroep" maar voorziet ook in toezichtsmaatregelen; het opschrift dient derhalve te worden gewijzigd.

Artikel 49.

De termijn van tien dagen gaat in te rekenen van de beslissing, voor de overzending waarvan geen vaste termijn is bepaald, want artikel 40 van het ontwerp zegt alleen dat

.../...

de besluiten "zonder verwijl" aan de Minister van Binnenlandse Zaken worden gezonden. Die termijn kan de uitoefening van het toezicht op losse schroeven zetten. De redactie van het tweede lid dat in de Nederlandse tekst eerst zou moeten beginnen met de woorden : "Indien de Koning ..." zou moeten worden herzien. De twee gedachten welke het bevat zouden in afzonderlijke volzinnen moeten worden geformuleerd.

Artikel 50.

Het is niet geraden in artikel 9 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, een bepaling in te voegen om te bevestigen dat de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap bevoegd is om beroep tot nietigverklaring in te stellen, zelfs als zag men het zó dat hij krachtens het gemeen recht geen zodanig beroep kan stellen.

De ontworpen bepaling heeft als enig nut dat zij de Raad verplicht te wachten op een gunstig advies van zijn bureau. In dat opzicht werkt het ontwerp met een regeling die in strijd is met de algemeen gevolgde beginselen, krachtens welke het uitvoerend orgaan in rechte optreedt op bevel of met de machtiging van het korps waaruit het gekozen is.

Het gaat hoe dan ook niet op, de ontworpen bepaling in de wet van 23 december 1946 in te voegen.

Artikel 56.

Volgens de memorie van toelichting handelt de Raad "in zake onteigeningen namens de Belgische Staat, waarvan hij een gewestelijke instelling is".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de bepaling niet de Raad onteigeningen te laten verrichten in afwijking van de desbetreffende wetgeving, met name de bemoeienis van de aankoopcomité's uit de weg te gaan.

Dat zou in de tekst moeten worden verduidelijkt, gesteld dat de bepaling dan nog nodig is.

Artikel 57.

Voor het tweede lid van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De koninklijke besluiten bedoeld in het eerste lid, zullen binnen twee maanden na hun bekendmaking aan de wetgever ter bekrachtiging worden voorgelegd".

*

* *

Het ontwerp zou moeten worden voorafgegaan door een koninklijk indieningsbesluit.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : G. HOLOYE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,
	J. MASQUELIN,	staatsraden,
	G. ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation,
	M. VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : J. TRUYENS,		greffier.
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.